

Situation au Moyen-Orient: le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques dit craindre « des conséquences potentiellement irréversibles » pour la solution à deux États

7386e séance – matin

- **CONSEIL DE SÉCURITÉ**

COUVERTURE DES RÉUNIONS

Le conflit israélo-palestinien risque de s'aggraver, a souligné aujourd'hui devant le Conseil de sécurité, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques. M. Jeffrey Feltman, qui faisait son exposé mensuel sur la situation au Moyen-Orient, a dit craindre « des conséquences désastreuses et potentiellement irréversibles » pour les deux parties et la solution à deux États.

M. Jeffrey Feltman a déclaré qu'il intervenait après « un autre mois tumultueux et meurtrier au Moyen-Orient », une région affectée par des tensions et une violence croissantes. Le conflit entre Israël et la Palestine risque encore de s'intensifier, ce qui pourrait entraîner « des conséquences désastreuses et potentiellement irréversibles », pour les deux parties et la solution à deux États ». Dans ce contexte de « désillusion croissante » quant à la perspective d'un retour au dialogue, a-t-il poursuivi, le Quatuor s'est réuni à Munich le 8 février dernier et a fixé comme priorité la reprise des négociations et le renforcement de son engagement à préparer la relance du processus de paix, y compris par des contacts « réguliers et directs » avec les pays arabes. Le Quatuor a aussi demandé l'accélération de la reconstruction de Gaza.

Justement, le Mécanisme temporaire de reconstruction de Gaza fonctionne et donne des résultats concrets, a indiqué M. Feltman. À ce jour, plus de 75 000 personnes ont été autorisées à recevoir du matériel de reconstruction et plus de 50 projets sont en cours s'agissant des logements, des réseaux d'eau et des écoles. Pourtant, quatre mois après la Conférence du Caire, il est « franchement inacceptable » que les donateurs n'aient toujours pas versé la totalité des contributions promises, s'est impatienté le Secrétaire général adjoint qui a vu là le risque

d'une autre escalade à Gaza où la lenteur de la reconstruction s'ajoute à une situation sécuritaire fragile et à des dynamiques politiques volatiles.

Le Secrétaire général adjoint a parlé de l'« effort moribond » pour consolider les arrangements liés au cessez-le-feu, de l'absence d'une véritable réconciliation intra-palestinienne et du non-paiement des salaires des fonctionnaires. Pour le deuxième mois consécutif, le Gouvernement israélien a arrêté le transfert de l'impôt collecté au nom de l'Autorité palestinienne, en représailles contre l'accession palestinienne à la Cour pénale internationale (CPI). Le montant total représente plus de 200 millions de dollars et comme le dit le Fonds monétaire international (FMI), l'économie palestinienne s'est contractée pour la première fois depuis 2006.

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a besoin de 100 millions de dollars de toute urgence pour son programme d'appui financier. Le 12 février, les Nations Unies, en partenariat avec le Gouvernement de la Palestine, ont lancé un Plan stratégique d'intervention pour 2015 de 705 millions de dollars, dont 75% pour Gaza. Il s'agit en effet de répondre aux besoins humanitaires de 1,6 millions de personnes à Gaza et en Cisjordanie. À ce propos, le Secrétaire général adjoint s'est dit « profondément déçu » par la décision des autorités israéliennes d'ouvrir des appels d'offre pour la construction d'environ 450 unités résidentielles dans des colonies de peuplement en Cisjordanie, à un moment où la situation est extrêmement tendue.

M. Feltman a jugé « impératif » d'obtenir des Israéliens et des Palestiniens le ferme engagement à mettre de côté une méfiance « profondément enracinée » et à faire preuve du courage et du leadership que le moment exige. Il a aussi prévenu le Conseil de sécurité que sans des actions concrètes et une motivation claire de la part de la communauté internationale, le Quatuor ne sera pas capable de jouer un rôle efficace.

Le Secrétaire général adjoint a également fait le point sur les développements récents au Golan et au Liban. La Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) enquête sur les incidents du 28 janvier dernier, revendiqués par le Hezbollah, et la rupture de la cessation des hostilités entre le Liban et Israël, qui ont notamment coûté la vie à un Casque bleu espagnol au Sud-Liban. À ce sujet, Israël et le Liban ont réaffirmé leur engagement vis-à-vis de la résolution 1701 (2006) et de la stabilité de la zone de la Ligne bleue. En outre, la frontière libanaise avec la Syrie reste touchée par des incidents sécuritaires et des combats transfrontaliers, a expliqué l'intervenant.

Le vide prolongé à la tête de l'État menace la stabilité du Liban, a mis en garde M. Feltman. « Le Secrétaire général compte sur l'unité continue du Conseil de sécurité pour préserver le Liban de l'impact des conflits dans la région et l'aider à surmonter les multiples défis auxquels il est confronté », a-t-il conclu.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.